

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/NG/W/28/Add.1
18 juillet 2000

(00-2961)

Comité de l'agriculture
Session extraordinaire

Original: anglais

DEUXIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE 29 ET 30 JUIN 2000

Déclaration de Maurice

Addendum

Intervention au titre du point B

Nous aimerions vous féliciter à l'occasion de votre entrée en fonction et vous assurer de tout notre appui dans l'accomplissement de votre difficile mission.

Nous aimerions également remercier le Secrétariat pour les documents utiles qu'il a distribués. Ces documents nous sont indispensables pour évaluer pleinement les dispositions des paragraphes a), b) et c) de l'article 20. Il est essentiel de faire une telle évaluation avant de commencer l'examen du paragraphe d).

Toutefois, nous aimerions signaler que nous avons reçu certains documents au cours des derniers jours, dont un aujourd'hui seulement. Vous comprendrez donc que nous pouvons seulement faire des observations préliminaires. Nous aimerions revenir à ces documents plus tard.

Dans la déclaration que nous faisons aujourd'hui, nous allons nous référer à quelques documents seulement, soit les documents G/AG/NG/S/6 et 11 et G/AG/NG/S/3.

À l'instar du Brésil, nous avons remarqué dans le document G/AG/NG/S/6 que la part de certains pays en développement a augmenté. Après le document S/6, nous sommes passés au document G/AG/NG/S/11, qui donne la ventilation pour de nombreux pays et fournit des précisions sur divers produits. La première analyse des documents G/AG/NG/S/6 et 11 a débouché sur un certain nombre de constatations que nous aimerions partager avec les Membres. Il s'agit de constatations préliminaires qui devront évidemment être approfondies. Néanmoins, certaines d'entre elles sont assez révélatrices et nous nous permettons de les mentionner:

- i) quelques-uns des principaux bénéficiaires du libre-échange sont de grands exportateurs de plusieurs produits; et
- ii) la réduction des exportations des CE, par exemple, ne procure aucun avantage aux pays en développement, contrairement à ce que certains ont affirmé à maintes reprises. Elle avantage plutôt quelques rares pays qui sont soit des pays développés, soit de grands pays en développement qui exportent une multitude de produits.

Les premières conclusions qu'il est possible de tirer sont, premièrement, que le Cycle d'Uruguay n'a profité qu'à un petit nombre de pays et, deuxièmement, comme l'UE l'a déclaré il y a à

peine quelques minutes, qu'il faudrait que les accords commerciaux préférentiels contribuent davantage à garantir une participation équitable de nombreux pays en développement dans le commerce mondial.

Il faut voir les courants d'échanges commerciaux dans le contexte de l'article 16 (Titre: Pays les moins avancés et pays en développement importateurs nets de produits alimentaires) et de la Décision de Marrakech y relative. À cet égard, le document G/AG/NG/S/3 est pertinent. Nous aimerions nous reporter à certaines parties du rapport:

- i) À la page 14, on fait état d'un rapport de la FAO. Permettez-moi de citer l'extrait suivant: "La FAO a souligné qu'à la suite de la baisse des niveaux d'aide alimentaire et des subventions à l'exportation, un volume de céréales beaucoup plus important était désormais importé à des conditions commerciales." En conclusion, elle a fait remarquer que "toutes les statistiques pertinentes établissaient une distinction très nette entre les PMA et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires d'une part, et les autres pays en développement d'autre part, en ce qui concerne l'approvisionnement en produits alimentaires et la capacité à importer". La FAO considère "précaire" depuis un bon moment la situation des PMA et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.
- ii) À la page 30, il est question d'une déclaration faite par le représentant de la FAO. Permettez-moi de la citer: "Bien que l'aide alimentaire ait augmenté en 1998-1999, elle représentait seulement 8 pour cent des importations de céréales des PMA et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, contre 15 pour cent en 1993-1994 et 1994-1995. En outre, les importations subventionnées de céréales dans le cadre du Programme d'encouragement à l'exportation des États-Unis, qui ont atteint le montant record de 980 millions de dollars EU en 1993-1994 (dont 454 millions de dollars EU pour ces pays), sont pratiquement nulles depuis 1995-1996." Cette dure réalité, devrait nous amener à nous montrer plus pragmatiques dans notre analyse des subventions et des crédits à l'exportation, par opposition à la conception théorique qui préconise l'élimination pure et simple de ces mesures.
- iii) À la page 31, il ressort du tableau sur les importations de céréales que la part de l'aide alimentaire accordée aux PMA par rapport aux importations totales de céréales est tombée de 35,2 pour cent en 1993-1994 à 20,5 pour cent en 1998-1999. Ces chiffres en disent long sur l'absence de volonté politique de soutenir les PMA. Dans le cas des pays en développement, ce pourcentage est tombé de 7,3 pour cent en 1993-1994 à seulement 2,1 pour cent en 1998-1999.

Cela étant, il est essentiel de mettre en œuvre les mesures en faveur des PMA et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Permettez-moi de rappeler les dispositions du dernier paragraphe du préambule de l'Accord sur l'agriculture:

"Notant que les engagements au titre du programme de réforme devraient être pris de manière équitable par tous les Membres, eu égard ... [à] la sécurité alimentaire ..., et compte tenu des effets négatifs possibles de la mise en œuvre du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires."

Il ressort clairement du tableau figurant à la page 31 du document G/AG/NG/S/3 que nous devrions cesser de parler des "effets négatifs possibles" et parler désormais des "effets négatifs".

En ce qui concerne les propositions du Japon au sujet d'un document que doit établir le Secrétariat sur les considérations autres que d'ordre commercial, nous nous félicitons de cette suggestion et souhaiterions que le Secrétariat utilise à cette fin les deux documents que Maurice a présentés dans le cadre du processus d'analyse et d'échange de renseignements.

Nous avons l'intention de distribuer les différentes déclarations que nous avons faites au titre des points B et C afin qu'elles soient utilisées comme documents de travail.
